

## Gyrophare n°19, janvier 1992

### TRISTE F.E.N

Grâce aux 152 votants de la liste SA-MU<sup>1</sup>, j'ai été délégué au Congrès du SNI-PEGC de Limoges qui s'est tenu en 1990 (1). Si, depuis longtemps, la scission au sein de la FEN faisait jaser, j'ai pu vérifier à ce moment-là que l'heure des décisions avait sonné. J'en ai informé les membres de la liste SA-MU dans mon compte-rendu en utilisant ce titre : "Les cinq derniers jours du SN/-PEGC". Le sigle peut se maintenir, le prochain congrès ne sera plus celui du même syndicat<sup>2</sup>. N'oublions pas que les minoritaires représentent pas loin de 35% des voix et ils y seront pour la forme.

Le plus émouvant, le 14 Juin 1990, fut le délégué Ecole Emancipée, Alain Canu qui eut cette formule : "Suite au discours de J-CL Barbarant, nous sommes à jour J + 1 de la recomposition." (il fut le seul à être applaudi au-delà de sa tendance). Depuis nous sommes au jour J + 700 et l'affaire est classée. Pourquoi et comment ?

Laissons de côté les astuces techniques employées par UID pour exclure le SNES et le SNEP<sup>3</sup>, elles ne prouvent qu'une chose, le manque d'ambitions syndicales des actuels dirigeants de la FEN. Je comprends mieux le coup de pied aux fesses donné à Yannick Simbron par ses propres amis : sans partager son point de vue je crois qu'il pensait dignement ! Il fut élu secrétaire général de la FEN quelques semaines avant de se faire éjecter. Au cas où vous ne me liriez pas plus loin, disons d'entrée que le moment est syndicalement historique, puisqu'il met un terme à 45 ans d'expérience unitaire au sein de la FEN. Bien sûr, les majoritaires diront qu'ils n'excluent que le SNES et le SNEP et que les autres minoritaires peuvent rester, surtout s'ils sont sages. Cette crise fut la farce des hypocrisies : celle de ceux qui voulaient partir tout en disant vouloir rester; celle de ceux disant vouloir garder les précédents dont ils espéraient le départ. Résultat, éparpillement des forces à la CGT, FO, CFDT, FEN et comble de tristesse, en un autre regroupement autonome que j'appelle de mes vœux<sup>4</sup> !

---

Notes 2017 :

<sup>1</sup> Le SNI avait trois tendances, UID (plutôt socialiste), UetA (plutôt communiste) et EE (plutôt extrême-gauche). En TetG UetA et EE avaient fusionné pour créer le SA-MU (Syndicaliste autogestionnaire-Mouvement Unitaire) et s'était doté d'un journal, Le Gyrophare.

<sup>2</sup> En effet le Congrès suivant fut celui du SE (Syndicat des enseignants).

<sup>3</sup> Le SNES et le SNEP étaient dans la FEN mais avec une direction UetA donc pour que UID prenne place dans le second degré il lui fallait exclure le SNES et le SNEP (prof de gym).

<sup>4</sup> Ce regroupement deviendra la FSU.

Sans juger des capacités de la CGT, je vois mal qu'elle puisse rassembler plus de dix instits dans le département, voilà pourquoi je dis clairement qu'il faut en rester à l'objectif d'un syndicalisme fédéral et autonome avec l'espoir d'un retour à l'unité. Dans la nouvelle situation, pour lancer des actions, il sera sans nul doute très facile de se mettre d'accord ! Dans ce journal nous avons montré que le pluralisme n'était pas qu'un mot et à partir de cette expérience (avec ses difficultés) il faut encore tenter d'y croire. Non pas croire que l'Allemagne avec sa victoire syndicale, que l'Espagne avec sa grève générale du 28 Mai peuvent servir de modèle. Croire simplement au syndicalisme.

Alors pourquoi aujourd'hui cette scission ?

Parce que UID risquait de perdre la majorité ? A Limoges, UID avait gagné 1% et la seule défaite enregistrée par ce courant de pensée fut la création au sein de la FEN, de la tendance "Autrement" sur la base du SNETAA<sup>5</sup> (perte de 5%). De ce fait on rabâche les 53% obtenus au dernier Congrès de la FEN par UID. Mais en face, c'est l'union uniquement contre UID et pas pour un projet alternatif, nous allons le vérifier rapidement. Je peux citer au moins un département où, dans le passé, UID dirigea le SNI-PEGC avec moins de 50% car les minoritaires ne purent se mettre d'accord. UID ne risquait donc pas de perdre le pouvoir demain. Personnellement je ne conteste pas aux majoritaires leur majorité, je conteste leur régression face à l'évolution du monde.

Alors pourquoi ? Parce qu'il fallait créer ce grand syndicat de la maternelle à la terminale auquel je crois moi aussi ? Prétexte. Au sein du SNI-PEGC le dialogue entre instits et PEGC n'a jamais eu lieu. Ce syndicat unitaire est une combine d'appareil.

Alors pourquoi ? Parce que le PS souhaiterait la création d'un grand syndicat social-démocrate ? Que ce rêve puisse exister dans la tête vide des dirigeants socialistes actuels n'a aucune importance. Jamais le PS français n'a pu avoir de pensée syndicale, se contentant de reprocher au PCF d'utiliser la CGT comme courroie de transmission, ce qui lui fit croire bêtement, que l'effondrement du PCF entraînerait celui de la CGT. Les rapports entre la FEN et le PS n'ont jamais été d'une grande complicité : je rappellerai la période du Programme Commun où UetA fit des efforts incessants pour le faire soutenir par la FEN, tandis que les dirigeants UID le dénonçaient. Pas un ministre socialiste de l'Education Nationale ne fut un UID du SNI-PEGC et si un secrétaire général de la FEN passa au ministère du Temps Libre ce fut perçu, par sa tendance, comme une trahison vis-à-vis de ses responsabilités syndicales. A la

---

<sup>5</sup> Un syndicat d'agents où les débats dans la tendance UID avaient conduit à cette dissidence.

limite, le PS a plus de rapports amicaux avec certains courants de la CFDT qu'avec ceux de la FEN.

Alors pourquoi la scission ? Parce que le syndicalisme français est au bord du précipice et que, face à ce phénomène, il est plus simple de faire l'autruche. On a vu petit à petit dépérir la vie du SNI-PEGC de notre département : baisse de l'effectif, peu de vie des sous-sections et commissions, et même le Conseil Syndical du SNI-PEC qui a eu à se prononcer sur le problème dramatique d'aujourd'hui n'a réuni que 18 membres sur 30 ! Cette fin du syndicalisme ne touche pas que le SNI-PEGC, ni que les majoritaires. Elle nous touche tous. Suite à l'important mouvement contre les Maîtres-Directeurs, j'en avais appelé à la réinvention du syndicalisme jouant de l'humour à propos, par exemple, de la formation initiale des instits, maintenant universitaire comme le souhaitait depuis longtemps UetA alors qu'UID peut en faire une victoire de son courant ! Cette réflexion a contribué en partie, à la naissance du SA-MU, à la vie du Gyrophare et donc au maintien de certaines formes de pression, notre dernier numéro du journal ayant provoqué par exemple quelques dures critiques au Conseil Syndical du SNI-PEGC. Par exemple cette phrase prémonitoire au sujet d'une circulaire du SNI-PEGC : "Le ton de cette circulaire nous fait penser qu'à l'approche du prochain vote interne à la FEN, les dirigeants UID nationaux ont décidé de pousser dehors les minoritaires (14-2-92). Un autre article dans le numéro précédent (numéro de rentrée) voulait attirer votre attention avec ce titre "manifesta(tten)tion" sur le rassemblement FEN de Paris du 12 octobre 91: "Tout le monde, aussi bien à l'extérieur de la FEN qu'à l'intérieur, n'est pas obligé de tout savoir sur la guerre interne à l'organisation, si bien que beaucoup se sont étonnés à la vue d'un étrange spectacle, une partie de la manifestation regardant passer l'autre ! Le dessin sur Simbron dans le numéro d'il y a un an, avait aussi tenté de crier : Alerte !. Pour ma part, suite au Congrès de Limoges, et en tant que Conseiller Syndical, j'ai pensé qu'en Tarn et Garonne nos dirigeants UID tenteraient d'évoluer pour faire vivre notre syndicat (tout le monde a bien le droit d'être naïf et nous avons donc mis sur la table trois dossiers : un financement clair et reconnu pour notre tendance<sup>6</sup> (pour nous permettre d'aider à la vie interne), une participation à la réalisation de l'ordre du jour du conseil syndical (pour ne pas être toujours des questions diverses), un travail pour la réduction des nommés d'office au mouvement (une revendication importante en direction des jeunes).

---

<sup>6</sup> Toute la question était là : accéder aux moyens financiers donnés par l'Etat en termes de décharges syndicales. Dans le SNI les minoritaires payaient les cotisations qui servaient uniquement aux majoritaires ! Avec la création du SNUipp il est apparu rapidement que les décharges syndicales étaient une force de frappe importante si bien que rapidement ce syndicat va supplanter le SE.

Nous n'avons pas été entendu aussi, j'ai abandonné sans gloire le syndicat tout en rendant hommage à mes amis qui ont continué de siéger et d'agir dans le syndicat pour le faire évoluer.

Parlons du mouvement<sup>7</sup>, c'est de saison. Quand, au début des années 80, nous sommes, en Tarn et Garonne, passés de deux mouvements à un seul avant l'été, sous prétexte d'informatisation et d'amélioration, le SNI-PEGC a été d'accord et j'ai été contre. A l'usage, le fait qu'il n'y ait qu'un seul mouvement avant les vacances a développé le principe du "nommé d'office" définitif ou à TP. Face à ce problème qui redonne à l'administration des pouvoirs inadmissibles, comment réagir ? Le SNI-PEGC joue le rôle du bon intermédiaire demandant, sur la base des documents de préparation au mouvement, des indications aux non-pourvus pour essayer de les défendre (tâche utile à condition de ne pas s'y complaire, car à défaut de rendre service à la profession, on ne rend que service à des personnes). D'autres culpabilisent les jeunes "qui ne demandent que des postes qu'ils ne peuvent obtenir". Mais s'ils avaient au moins la liste des postes susceptibles d'être vacants ils pourraient déjà resserrer l'éventail de leurs demandes ! La clarté du mouvement est une belle victoire du syndicat, peut-être parce qu'il se fait sur une petite zone (voir comment cela se passe ailleurs, chez les profs, dans les Postes ou à la SNCF). Cette victoire de la légalité risque petit à petit de se perdre et demander deux mouvements avant l'été n'est pas une revendication extraordinaire puisque bien des départements le font. Bref, sur l'exemple, on voit vers quel syndicalisme on risque de tendre : un petit syndicalisme qui est la réponse "soft" d'UID à la crise syndicale. La réponse "hard" est celle des esprits marteaux. Dans cette perspective l'exclusion du SNES tient à un but très simple : récupérer les décharges syndicales de ce mouvement pour accroître encore le syndicalisme de gestion d'UID.

La force du syndicalisme est dans le pluralisme. Qui en veut vraiment, une fois l'incantation dépassée ? Ceux qui nous refusent, au sein du SNI-PEGC, les moyens d'y travailler ? Ceux qui ont la clé de succès futurs sans se soucier des forces en présence et des diverses approches des enjeux ? Passons à la question : Comment ? Oui, comment s'est faite cette scission ?

Le point de départ concret, donné au Congrès de Limoges le Mardi 13 Juin 1990 par un discours de Jean-Claude Barbarant, est instructif. A la fin du Congrès, j'ai pu observer le départ de la direction de trois femmes membres du courant UID qui avaient tenu un discours de gauche. Je me souviens de Jeanne Finet et de Nicole Gievrey. Pour faire aboutir son

---

<sup>7</sup> Le mouvement c'est le moment crucial de la vie professionnelle quand, chaque année, les enseignants veulent changer de poste. Le SNUipp avait pu finir par imposer une règle : rendre public les éléments du mouvement avant même la décision pour que les élus du personnel puissent intervenir en connaissance de cause.

plan, J-CI Barbarant n'a pas hésité à faire le ménage au sein de son courant de pensée. La majorité d'UetA a fait comme si la direction UID abandonnerait son projet en cours de route et n'a pas proposé de débattre des alternatives : se plier aux choix de Barbarant, s'orienter vers une nouvelle organisation syndicale autonome, rejoindre la CGT. Si bien qu'aujourd'hui la balle est dans le camp du SNES et dans celui des minoritaires. Que nous reste-t-il à faire ?

La vie de l'école, l'évolution de la société et du métier, le désir d'agir, autant de phénomènes qui ne s'arrêteront pas par décision administrative UID. La multiplicité d'organisations syndicales va devenir, chez les instits aussi, plus importante qu'elle n'était. Le choix d'avoir un lieu pour débattre par-dessus les clivages, un moyen d'agir et de communiquer devient plus nécessaire que jamais. Le Gyrophare peut-il dans ce nouveau chaos survivre et jouer ce rôle ? Nous ne sommes pas des adeptes du volontarisme, voilà pourquoi nous mettons le journal entre vos mains. Doit-il continuer ? Il a vécu avec ses difficultés et ses succès, il ne peut se poursuivre de même. Quelles leçons tirer ?

Jean-Paul Damaggio 6-Mai 1992

1 - Il faut ajouter que ce déplacement au Congrès fut aussi "faveur" UID locale car la démocratie syndicale est telle que le plus souvent les délégations ne sont pas pluralistes !